Syndicat national des Journalistes

Etat d'urgence : préserver la liberté d'informer

mercredi 9 novembre 2005, par [SNJ](#) (Date de rédaction antérieure : 8 novembre 2005).

Le Conseil des Ministres a décidé de recourir à la loi du 3 avril 1955 pour « prévenir les violences urbaines ».

Le Syndicat National des Journalistes (SNJ), réuni en Bureau National, déplore que le gouvernement n'ait trouvé comme première réponse concrète aux événements que l'instauration de l'état d'urgence.

Cette loi votée lors du soulèvement indépendantiste en Algérie prévoit notamment « ... d'interdire la circulation des personnes ou des véhicules dans les lieux et aux heures fixés par arrêté ... » (article 5). Elle habilite les autorités « ... à prendre toutes mesures pour assurer le contrôle de la presse et des publications de toute nature... » (article 11).

Le SNJ met d'ores et déjà le gouvernement en garde contre toute tentative de recours à cet article 11 et plus largement contre toute atteinte à la liberté d'exercice de la profession.

Pour le SNJ, la responsabilité des journalistes vis-à-vis des citoyens est prioritaire dans un état de droit.

Le SNJ invite donc les consœurs et les confrères à lui signaler toute tentative d'entrave à l'exercice de leur profession et à leur liberté de circulation.

Paris, le 8 novembre 2005